

Faisons battre en retraite le gouvernement et le Medef!

BULLETIN SANTÉ, HÔPITAL LOUIS MOURIER – NPA HAUTS-DE-SEINE – 17 JANVIER 2023

Le gouvernement répète « on vit plus longtemps, donc on doit travailler plus longtemps ». Mais c'est quand on travaille moins longtemps qu'on vit plus longtemps ! La durée de vie en bonne santé n'est pas la même quand on travaille dur que quand on est ministre ou PDG. Et bien souvent les patrons licencient déjà avant le seuil actuel de 62 ans, condamnant les seniors à des boulots précaires sous-payés, des allocations chômage ou des pensions de retraite insuffisantes pour vivre dignement. Leur projet est simple : nous faire bosser à mort ou finir dans la misère !

Face à cette offensive, il faut une riposte générale de l'ensemble des salariés et des jeunes à qui on n'offre que cet avenir.

Bosser plus longtemps pour le patronat : c'est non

C'est Macron qui nous condamne à deux ans ferme : deux ans de plus à la chaîne, dans les ateliers, dans les bureaux, les services hospitaliers et dans les transports tous les matins... Mais cette réforme est taillée sur mesure pour le grand patronat. Comme celle de l'assurance chômage qui a réduit la durée d'indemnisation.

D'un côté, sabrer les budgets sociaux de l'État sert à alimenter les subventions massives aux grandes entreprises. De l'autre, ces réformes vont précariser les salariés : jeter les jeunes et les vieux au chômage en leur coupant les vivres, c'est maintenir les salaires sous pression alors que l'inflation continue et que les grèves pour des augmentations se multiplient en ce moment. Car le report de l'âge de départ à 64 ans poussera une partie des salariés âgés à s'user la santé au travail pendant que des jeunes cherchent du boulot.

D'autres seniors devront rester au chômage pendant des années avant de pouvoir prendre leur retraite, ou subir une décote qui amputera leur pension. Notamment les femmes, souvent lésées par des carrières partielles.

L'ensemble des salariés est contre cette réforme. Les ministres cherchent à la justifier en parlant de déficit des caisses de retraite. Mais si on cherche de l'argent pour financer les retraites, il suffit d'augmenter les salaires... ou d'aller prendre dans les 80 milliards d'euros de profits donnés aux actionnaires des entreprises du CAC 40 l'année dernière !

Qui veut bosser 43 ans et jusqu'à 64 ans minimum, alors que l'espérance de vie moyenne en bonne santé est à 65 ans ? Personne !

Tous ensemble pour les faire reculer !

Macron et le Medef nous ont déclaré la guerre. Ils veulent prendre leur revanche après avoir échoué à faire passer leur précédente réforme sur la retraite à points.

À nous de les faire battre en retraite, comme à l'hiver 2019.

Salaires gelés, conditions de travail qui se dégradent, retraite à 64 ans : tous les salariés subissent l'offensive du patronat et du gouvernement à son service. Face à elle, il faut utiliser nos armes de travailleurs : les manifestations et les grèves, organisées à la base sur nos lieux de travail. Salariés syndiqués ou non syndiqués, de tous les secteurs, organisons-nous avec des assemblées générales de grévistes, des piquets de grève, en élisant des comités de grève et tissant des liens avec d'autres pour construire des coordinations de travailleuses et de travailleurs en lutte. Pour décider nous-mêmes de nos revendications et de notre mouvement. Pour que la grève appartienne aux grévistes !

Les directions syndicales appellent à la grève interprofessionnelle le jeudi 19 janvier. Mieux vaut tard que jamais... Il faudra être massivement en grève et en manifestation ce jour-là. Nous appelons également à la manifestation nationale du samedi 21 janvier pour le retrait du projet. Manifestation initiée par les organisations de jeunesse dont le NPA-jeunes et soutenue par plusieurs organisations politiques. Ce n'est qu'un début, car ce ne sont pas une journée de grève et une journée de manifestation qui feront reculer le patronat et son gouvernement. Ni seulement quelques journées éparées. Dès maintenant, il faut discuter des suites de la mobilisation, et notamment de la nécessité de construire une grève qui se généralise à tous les secteurs du public et du privé.

Le combat s'engage, et il va falloir compter sur nos propres forces pour gagner. Le gouvernement est déterminé ? Nous aussi !

Au Royaume-Uni, les infirmiers et infirmières montrent la voie pour les augmentations de salaires !

En décembre des milliers d'infirmier·ère·s ont fait grève pour une augmentation de salaire de 19 % face à une inflation record. Elles et eux que le gouvernement britannique applaudissait pendant le COVID pour leurs efforts louables, sont maintenant méprisés par ce même gouvernement qui dit que leurs revendications ne sont pas réalistes !

Non content de refuser toute négociation, il annonce une loi de réquisition des personnels de santé en temps de grève. Les syndicats ont annoncé une nouvelle grève mercredi 18 et jeudi 19 janvier. Et si les négociations ne progressent pas avant fin janvier, le syndicat infirmier Royal College of Nursing (RCN) a annoncé une grève sans précédent depuis des décennies.

Le mouvement a été suivi par les cheminot·e·s, les pompiers, les conducteurs et conductrices de bus, les ambulancier·e·s, les professeurs et bien d'autres ! Faisons comme les travailleurs et travailleuses du Royaume-Uni : soyons le secteur entraîne les autres pour faire plier le gouvernement et le patronat !

L'hôpital public en burn-out à Metz

Rien ne va plus aux urgences du CHR Metz-Thionville. À l'hôpital Bel-Air, 55 des 59 infirmier·e·s et aide-soignant·e·s ont été placés en arrêt maladie, souvent par des médecins urgentistes eux et elles-mêmes. Au CHR de Metz-Thionville, où officiait François Braun avant sa nomination au ministère de la Santé, la situation est catastrophique. Malgré l'engagement des soignant·e·s et leur volonté de maintenir un service public un tant soit peu décent, la situation est devenue insupportable. Une aide-soignante témoigne ainsi : « Ces derniers jours les patients étaient sur des brancards dans le couloirs, quand on a la chance d'avoir des brancards. Une nuit on n'en avait plus, une dame s'est allongée par terre ». Plusieurs de ses collègues ont parlé d'un patient de 88 ans resté plus de 90 heures sur un brancard faute de personnel disponible. Le plan blanc a été déclenché dans tous les établissements car une vague d'arrêts maladies pour « épuisement » et des grèves pour dire stop font fermer les urgences.

Dans la septième puissance économique mondiale, voilà le résultat de décennies d'austérité. Pour rétablir une qualité de soin et de travail correcte, il va falloir forcer le gouvernement à augmenter radicalement les moyens alloués à l'hôpital public et pour former et embaucher massivement... Quelques tentes d'urgence ne suffiront pas !

Annonces de Macron sur l'hôpital : halte au massacre !

Le 6 janvier, Macron s'est rendu à l'hôpital de Corbeil pour annoncer en grande pompe son « plan de rénovation de l'hôpital ». Il a été accueilli par quelques soignantes triées sur le volet... et par un comité d'accueil d'une centaine de syndicalistes et militant·e·s, relégués par la police à des centaines de mètres.

Un seul mantra : « Ce n'est pas une question de moyens »

Macron a continué à marteler que « ce n'est pas une question d'argent, mais d'organisation ». Si on avait une embauche à chaque fois qu'il la sortait celle-là, on éradiquerait le sous-effectif ! Évidemment que c'est d'abord une question d'argent : qu'on embauche des centaines de milliers de personnels, qu'on augmente les salaires, l'accès à la formation, qu'on titularise nos collègues contractuels... et après on discutera organisation !

Non, 50 milliards d'euros en trois ans, en pleine épidémie, ce n'est pas un « investissement massif » !

Le budget de l'armée, c'est ça tous les ans ! L'évasion fiscale, c'est ça aussi tous les ans ! Et les entreprises du CAC 40 viennent de distribuer presque le double à leurs actionnaires en 2022 : 80 milliards d'euros. Et il n'y aurait pas les moyens d'augmenter nos salaires ? Même Macron reconnaît que ce n'est qu'un rattrapage, puisque nos salaires étaient gelés pendant dix ans... mais un rattrapage plus qu'insuffisant !

Paroles, paroles...

Macron était tout content de dire que le gouvernement avait « commencé à augmenter les places ouvertes pour les infirmiers ». Bel aveu qu'il n'a rien fait jusque-là pour augmenter les places en formation des métiers de la santé ! En pleine pandémie, il n'avait augmenté les capacités des IFSI que de 3 % ! Et la formation professionnelle ? Souvent, c'est seulement 50 % de ceux et celles qui réussissent le concours qui peuvent partir ! Et les titularisations au lieu de poireauter des années en stage ou en CDD ?

Attention attaques à venir

Macron a annoncé vouloir s'en prendre aux 35 heures parce que l'hôpital marche sur les heures supplémentaires... Sans rire ! C'est pour ça qu'il faut embaucher, pas nous faire travailler encore plus !

